



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Bonne-decennie>

Éditorial

# Bonne décennie

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1990 - N° 885 - janvier 1990 -

Date de mise en ligne : vendredi 3 avril 2009

Date de parution : janvier 1990

---

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

---

Bonne d'écennie... Le souhait n'est sans doute pas superflu après les événements qui viennent de se dérouler à l'Est et qui vont bouleverser, tout au long de la dernière décennie du XXe siècle, la face de l'Europe et probablement du monde. Les chances de voir naître un véritable socialisme s'éloigneront-elles ou se rapprocheront-elles ?

Dans son éditorial de la Grande Revue de novembre, M.L. Duboin, de façon précise et concise, posait parfaitement le problème :

- "D'abord, les conservateurs de tous poils sont très forts. Ils ont entrepris de nous faire confondre le désir, fort légitime, des peuples de l'Est vers la démocratie avec une soi-disant aspiration dans ces pays à voir l'économie de marché y imposer les désordres du libéralisme économique. "

- "Le drame serait que les peuples qui s'émancipent, mais n'ont pas l'expérience du libéralisme économique, soient dupes. Tous les moyens sont déployés pour les tromper. Auront-ils la sagesse d'y résister et d'inventer le socialisme démocratique qui n'existe encore nulle part et pour lequel, contre vents et marées, nous ne cessons de nous battre ?" Ce sont ces deux points que je voudrais développer.

### I. La grande sortie à droite

Dans la Grande Revue de mars 1984, j'avais écrit un article intitulé "Sortie de crise : à gauche ou à droite ?". Je disais "Les capitalistes vont tout faire pour tenter une sortie à droite de la crise. L'enjeu - la défense de leurs privilèges - leur donne ardeur et imagination, peut-être plus qu'à la gauche... Une telle évolution - sortie à droite - n'est pas exclue : il faut que les gens de gauche en soient bien persuadés pour redoubler d'efforts ou simplement se ressaisir".

Eh bien, force est de constater que depuis deux ans environ, le capitalisme-libéralisme est sorti de la crise économique, en laissant les scories que l'on sait. Mais cela n'est pas son problème, il n'a pas d'états d'âme.

Les pays capitalistes avaient eu chaud et ils s'estimaient satisfaits de cette sortie de crise. Or voilà que l'incroyable, l'inespéré leur est donné par surcroît : l'effondrement en quelques mois de la quasi-totalité des pays du bloc communiste en Europe. Les dieux de l'argent et du profit sont doublement déçus des riches à la veille de la dernière décennie du siècle. La petite alerte d'octobre 1987 n'est plus considérée que comme une péripétie.

Ce n'est plus seulement la sortie à droite de la crise, c'est la grande sortie à droite. En effet, dans tous les pays "libéraux" du communisme, le maître-mot, c'est : économie de marché. : - Pologne. On se souvient que Walesa avait dit, il y a quelques mois que le capitalisme était le seul régime capable de faire marcher l'économie.

Le POUP (PC polonais), après avoir admis que "le temps du POUP était dépassé", se prononce pour "un authentique système parlementaire, la liberté d'expression, le respect des droits de l'homme, l'économie de marché et le pluralisme politique".

- RFA. Helmut Kohl, après avoir lancé au Bundestag : "c'est notre mission nationale de promouvoir un changement politique et économique radical en RDA." précise que l'aide de la RFA à la RDA est

subordonnée au fait que "l'économie planifiée" de la place à une économie de marché" (sic).

- Hongrie, Tchécoslovaquie, dito.

Voilà, c'est clair : pour avoir droit à l'aide de l'Europe des Douze (et sans doute des Etats-Unis et du Japon) retour à l'économie de marché. Il en sera de même pour tous les pays de l'Est qui secoueront le joug communiste : qu'on se le dise !

Aux émotions, aux enthousiasmes des peuples, en général sincères, généraux, qui se soulèvent et pensent faire la révolution, se méfient, bien entendu, les tremolos vocaux ou écrits de tout ce que le monde capitaliste compte de réactionnaire, plumitifs, hommes politiques et hommes d'affaires, ces derniers souvent plus discrets, mais tapis dans l'ombre : les requins sont là qui caressent leur future proie pour la mieux croquer. Pour eux, la fête populaire n'est pas finie qu'ils pensent aux "choses sérieuses". C'est le délire des marchands, la ruée vers l'Est, les "nouvelles Trente Glorieuses". 140 millions de consommateurs (425 avec l'URSS) à l'aiguise l'appât. Jugez plutôt : "Les chefs d'entreprise ouest-allemands se préparent à un nouveau miracle économique. Flambée des cours de la plupart des entreprises." (Le Monde).

Écoutons le tout puissant chef de la Bundesbank, Alfred Herrhausen : "l'absence de barrière linguistique, la communauté de valeurs et de mentalités sont autant d'atouts pour qu'une coopération avec la RDA. porte ses fruits beaucoup plus rapidement qu'avec d'autres pays de l'Est".

Favilla, éditorialiste des Echos, ne se tient plus : "Nous seuls pouvons assurer le sauvetage économique de l'autre moitié d'Europe et il se trouve qu'en faisant cela nous nous ouvrons à nous-mêmes d'énormes réserves d'expansion .... Le tiers monde n'est pas assez solvable pour soutenir notre développement ..... Nous avons quelques raisons de nous sentir un peu à l'étroit, confinés. Or voici que s'ouvre à nos portes un continent quasi neuf .... Pour l'économie française, il est temps de partir à la fraternelle conquête de l'Est."

Conquête fraternelle : les phari-siens !

Notre Ministre de l'Industrie, Roger Fauroux, n'est guère moins "lyrique" : "Nous voyons s'ouvrir des marchés de consommation, il faut s'y précipiter .... Grâce à la vitrine occidentale de Berlin, l'Ouest a magnétisé l'Est". M. Borogovoy, notre Ministre de l'Economie et des Finances, s'est cru obligé, lui aussi, d'y aller de son petit couplet : les pays de l'Est représentent "un grand gisement de croissance potentielle". Il a estimé qu'à moyen terme "ce qui se passe en RDA. est bon pour l'économie ouest-allemande, et donc pour l'économie européenne".

Le Japon, bien entendu, veut être de la fête, lui qui dénonce sans cesse la "forteresse Europe", malgré tout ce qu'il y vend et achète : d'ores et déjà sont décidées des aides à la Pologne et à la Hongrie. "Les Japonais ont le souci de participer à l'effort occidental pour soutenir le mouvement de démocratisation de l'Europe orientale". Comme c'est bien dit ! Il y a probablement des rapaces qui ont des chants mélodieux.

En Hongrie, Nissan va conclure un accord pour fabriquer 10.000 moteurs diesel par an, Suzuki négocie la production d'automobiles, Datsun compte s'implanter en Pologne, etc... Ce sont des hors-d'oeuvre.

Comme en 1789 - que de parallèles n'avons-nous pas entendus entre 1789 et 1989 en ce qui concerne ce qui se passe à l'Est ! - comme en 1789, les sansculottes auront tiré les marrons du feu pour la bourgeoisie, la Montagne se sera battue pour la Gironde.

## II. Quel espoir pour la décennie qui commence et le XXI<sup>e</sup> siècle ?

Il n'est pas facile de faire des pronostics face à une situation en pleine explosion. Tout au plus, pouvons-nous écrire des scénarios, mettre des hypothèses. Ou le "drame du libéralisme" ou

"l'invention d'un socialisme démocratique qui n'existe encore nulle part", pour revenir à l'éditorial de M.L. Duboin. Petit détail : pour éviter toute confusion avec le socialisme démocratique et donc la socialdémocratie, de nos "socialistes", j'utiliserai de préférence la formule "démocratie socialiste". La révolution française avait fini par instaurer la "démocratie politique". Il faut se battre maintenant pour la démocratie socialiste, car, ce que nous vivons ( j'allais écrire "subissons" ) actuellement, c'est la démocratie capitaliste ; c'est pour tromper son monde que la bourgeoisie s'arrête au mot "démocratie". Qui oserait soutenir sérieusement que nous vivons en démocratie authentique, alors que les principes inscrits dans la Constitution ou la Déclaration des Droits de l'Homme ne sont pas appliqués, le droit au travail par exemple.?

### 1) Les dangers

Ils sont multiples

- Le premier, tout bête, serait que Gorbatchev soit renversé, ou assassiné. Nombreux sont les chefs d'Etats, les hommes politiques, les journalistes qui ont évoqué cette hypothèse. Dans ce cas, il y aurait reprise en main brutale en URSS, probablement par les militaires ; par contre, tout retour en arrière dans les pays qui ont rejeté le communisme semble impossible. Du reste, Bush a mis en garde l'URSS contre toute opposition au "processus de démocratisation en cours dans les pays de l'Est".

- Il ne faut pas se faire d'illusion à terme, le pacte de Varsovie ne tiendra pas (1). Lorsque les pays de l'Est auront ce qu'exige l'Ouest pour les aider ) procédés des élections libres et secrètes, il y a fort à parier que dans l'euphorie actuelle, les communistes seront minoritaires (cf Pologne). On voit mal ( sauf accord BushGorbatchev ) les nouveaux gouvernements acceptant la tutelle militaire de l'URSS. Pour autant, entreront-ils dans une alliance atlantique élargie ? Impossible pour l'URSS d'accepter un tel danger à ses frontières.

Par contre, comme le soulignait J. Delors à "7 sur 7" début novembre, le danger serait grand de voir des guerres locales éclater, guerres "balkaniques" tant les problèmes territoriaux, occultés sous la domination soviétique, restent nombreux et explosifs (2).

- Autre danger majeur : la situation en URSS .Écoutons Gorbatchev lui-même ou ses conseillers Gorbatchev en octobre "Il faut arrêter l'escalade des phénomènes négatifs dans l'économie. Cela provoquera le processus de démocratisation (et empêchera) qu'on ne se retrouve otages des tentatives d'ébranler notre économie .... Nous avons commencé à perdre le contrôle des choses. Les nouveaux mécanismes ne sont pas enclenchés alors que les anciens ne fonctionnent plus... On ne peut pas attendre. Chaque jour supplémentaire a des conséquences terribles".

Léonid Abalkine, vice premier ministre, déclare qu'on a envisagé la création d'un marché socialiste (socialisme de marché) conciliant marché et planification, mais il avertit "Nous savons vers où nous voulons aller, mais la phase de transition est le point faible de nos programmes. Nous n'avons pas défini par quelles étapes il faut passer. ... La situation va de plus en plus mal chaque mois. Il faut arrêter ce mouvement et renverser la tendance... Comment arriver à ce que l'opinion nous croie et nous fasse confiance ?".

La longue grève des mineurs de Vorkouta fait craindre de manquer de charbon cet hiver. N'oublions jamais que, si les penseurs préparent le terrain pour les grandes révolutions, c'est souvent pour un simple manque de pain que le peuple se met en branle(3).

Et que dire de l'autre grave danger que Perestroïka et Glasnost ont fait naître : le réveil des nationalités quia déjà causé des troubles mortels.?

A notre avis, Gorbatchev n'est plus maître du jeu : "ces événements nous dépassent, feignons d'en

Être les organisateurs" Écrivait Cocteau. Gorbatchev est assez malin pour récupérer au maximum le développement des Évolutions. Mais le pourra-t-il toujours ?

Les Économistes réunis par Gorbatchev fin novembre ont conclu qu'il faudrait six ans pour sortir du marasme Économique, ce qui est en contradiction avec les déclarations de Gorbatchev et Abalkine que nous venons de citer. Il est clair que Gorbatchev ne sera pas mécontent de n'avoir plus à aider Économiquement les pays du bloc communiste : l'URSS ne le peut plus si elle veut garder une chance de réussir chez elle. Mais quel boomerang sur le plan politique et militaire !

- Les pays du tiersmonde seront sûrement les grands sacrifiés de la ruée vers l'Est. Nous avons vu ce que dit Favilla. Le Monde du 28 novembre titre un article : "L'ouverture de l'Europe orientale et le jeu du marché d'Étourtement du tiersmonde, notamment de l'Afrique, les entreprises et les gouvernements" (4). Mitterrand, questionné sur les demandes d'effacement de la dette de la Pologne, répondait en substance : "Impossible. Que diraient les pays du tiersmonde, bien plus pauvres que la Pologne ?". Les capitalistes n'écouteront que leurs intérêts ; il est à penser et à souhaiter que les pays du tiers-monde davantage appauvris et abandonnés n'écotent, eux aussi, que leurs intérêts et explosent
- La réunification de l'Allemagne pose problème. Après l'euphorie de la chute du mur, les têtes froides ont réfléchi. Un pays de près de 80 millions d'habitants, une capacité industrielle double de celle de la France, une puissance financière semblable à celle du Japon et unique en Europe, voilà ce à quoi demain l'Europe sera confrontée. D'ores et déjà, les documents ou graphiques parus dans la presse nous montrent une RFA solidement implantée dans tous les pays de l'Est (Ostpolitik), loin devant tous les autres et notamment la France. De plus, "pour les investisseurs américains, l'Allemagne sera le Cheval de Troie" (Le Monde 29 novembre).

En ce qui concerne la réunification, à peine Mitterrand, au soir du Sommetrepas des Douze, avait-il affirmé que la question n'était pas d'actualité que, dès le lendemain, les premiers slogans "Allemagne, Patrie Unie !", "Nous sommes UNE Allemagne" apparaissaient. Peu après, le 28 novembre, Kohl lançait son plan qui n'est autre que le schéma des Écoutes menant à la réunification. La "grande maison commune", chère à Gorbatchev, pourrait bien avoir une "maison de gardien" cossue et incontournable : RFA + RDA.

En résumé, l'Allemagne, jusqu'ici tenue pour un nain politique (la tête et les jambes, la tête étant cette France arrogante au-dessus de ses moyens), pourrait bien être tentée de jouer un rôle prépondérant dans une Mitteleuropa (5), gonflée des pays de l'Est actuels, Étroitement liés à son dynamisme, voire à ses bienfaits, sur le plan Économique. L'Europe des Douze deviendrait pour elle une sorte de gadget (6) en dépit des protestations patelines de fidélité.

Dangereuse militairement un jour, une telle Allemagne, prolongée par des "satellites" à l'Est jusqu'aux frontières de l'URSS ? Personne ne veut y penser. Et pourtant, si l'URSS se raidissait (coup d'État militaire par exemple) et revenait à un communisme pur et dur ? Car ce qui est irréversible dans les pays de l'Est ne l'est pas en URSS, compte tenu de son importance, de sa situation géographique et de sa puissance militaire.

Nous reviendrions alors à la case départ, au lendemain de la guerre 1914-1918. Qui peut jurer qu'alors la même croisade ne recommencerait pas, avec éventuellement in fine une guerre classique (pour commencer) ? Oui, qui peut le jurer ?

## 2) Une démocratie socialiste à inventer

Après avoir examiné le plus objectivement possible la situation nouvelle créée par l'effondrement du communisme dans les pays de l'Est, peut-on encore espérer voir naître la démocratie socialiste ? Reste-t-il un créneau, si petit soit-il, pour un tel rêve, alors que du Nord au Sud et d'Ouest en Est, le

libéralisme submerge la planète et retrouve un second souffle à l'Est ? Peut-on faire n'importe les paroles rassurantes de Régis Debray : "le capitalisme démocratique reste bon maître du terrain. Il s'abuserait lui-même en supposant qu'il le contrôle et que son histoire s'arrête avec son triomphe. Son indéniable victoire du moment pourrait bien porter dans ses flancs sa propre défaite à long terme". Et il met en garde : "Le libéralisme est un redoutable danger culturel". Des petites lueurs apparaissent :

- Dans "Lu-vu-entendu" de la G.R. de décembre, nous avons relaté l'interview dans l'usine OMIG en Pologne, privatisée depuis quelques mois : 25% de licenciements, salaires bloqués "pour cause de compétitivité".  
- Delors, à "7 sur 7", début novembre, a révélé qu'une enquête faite auprès d'Allemands ayant quitté la RDA pour la RFA depuis plusieurs années, montrait que, s'ils préféraient la RFA pour la liberté et le niveau de vie, ils regrettaient la RDA pour l'éducation, la santé, la protection sociale.  
- Nous avons vu, à la télévision, des Allemands rentrant en RDA après quelques années passées à l'Ouest, avouant qu'ils ne pouvaient plus supporter de vivre dans un pays où régnaient l'injustice et le chômage.

Petites lueurs certes, mais qui montrent que tout n'est pas rose aux pays du libéralisme. Le chômage, les bas salaires "pour cause de compétitivité", voilà ce à quoi ne s'attendent pas, tout à la joie de la libération du communisme, tous ces manifestants des pays de l'Est qui s'acheminent vers l'économie marchande.

Au mieux, dans ces pays, une social-démocratie pourrait récupérer les désenchantements et toute l'Europe se retrouverait capitaliste, avec sur la gauche, des gens, partis et syndicats, se battant pour des formes.

Sauf orientation imprévue (7), l'Europe toute entière repart, pour 50 ans ou plus, avec un bail capitaliste.

Il faudra se battre, car le libéralisme ne lâchera pas aisément sa proie ; cheminement classique, après le communisme, il dénoncera, essaiera de baillonner la social-démocratie elle-même et toute force de progrès "subversive", en un mot, tout ce qui entravera ses objectifs économiques, sociaux (régression), militaires, culturels.

## Conclusion

L'URSS - en Europe - apparaîtrait alors comme le dernier rempart à l'avancée libérale ; à condition qu'elle trouve très rapidement la voie de la démocratie socialiste et, d'abord, redresse son économie et désamorçe les tensions trop nombreuses qui sont apparues dans les républiques fédérales. C'est l'attente la plus urgente. Et si, dans cinq ans, dans dix ans, - alors que pays capitalistes et tiers-monde connaîtront de plus en plus chômage et misère (y compris les pays de l'Est actuels, s'ils ne trouvent pas une voie originale vers la démocratie socialiste) - l'URSS n'apparaît pas comme un pôle, un espoir pour les socialistes de l'Ouest et du Sud, bref, si elle ne réalise pas enfin ce que tant de gens, ouvriers, paysans, intellectuels attendaient d'elle en 1917, alors elle tombera à son tour dans

l'escarcelle libérale.

La guerre cessera - relativement - faute de combattants, mais alors il faudra des décennies pour que les peuples de la planète retrouvent les rivages du socialisme. On serait alors tenté de paraphraser Robespierre, le 9 Thermidor, empêché de parole par les crapules Tallien, Barras, Fouché... "le socialisme est perdu, les brigands triomphent".

Certes, la République a fini par triompher ... mais plus tard ! Comme un jour, très lointain sans doute, le capitalisme finira par subir un désastre comparable à celui du communisme aujourd'hui.

(1) Dès le 30 novembre, le premier ministre tchécoslovaque souhaitait le retrait des troupes soviétiques.

(2) On mesure ce à quoi peuvent conduire les revendications ethniques ou territoriales quand on voit ce qui se passe avec le Haut Karabach en URSS.

(3) En Tchécoslovaquie, on a inventé un faux mort, avec un nom qui n'a jamais existé, pour exciter l'ardeur des foules.

(4) Un expert de la Banque Mondiale a déclaré : "Si l'on accorde des crédits à l'Est, ce sera au détriment des pays pauvres d'Afrique et d'Amérique latine".

(5) "Aujourd'hui, une course de vitesse est engagée entre le délitement de la Communauté européenne et son renforcement" (G. Fuchs, député européen PS, dans le Monde du 16 novembre)

(6) PNB (RFA + RDA) = 30% du PNB de la CEE.

(7) Paroles réconfortantes entendues dans la bouche de jeunes Allemands de l'Est, le 29 novembre sur TF1 : "Nous sommes contre la réunification parce que nous craignons ce que nous voyons à l'Ouest : drogue, chômage" ou "Il y a beaucoup de bonnes choses ici qu'on n'a pas à l'Ouest ou 'l'Est n'est pas à vendre à l'Ouest".